

Solucom

Rapport financier semestriel au 30 septembre 2013

Sommaire

Déclaration des personnes responsables.....	3
Rapport semestriel d'activité	4
1. Analyse des résultats de Solucom	4
2. Activité de Solucom durant le semestre.....	6
3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice	7
4. Évènements postérieurs à la clôture.....	8
5. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir	8
6. Principales transactions avec les parties liées.....	9
Comptes consolidés au 30/09/2013	10
Rapport des Commissaires aux Comptes	33

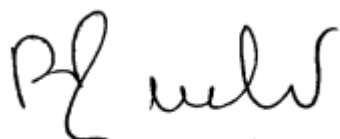
Déclaration des personnes responsables

J'atteste, à ma connaissance,

que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et notamment conformément à la norme IAS 34, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris-La Défense, le 28 novembre 2013



Pascal Imbert, Président du Directoire



Rapport semestriel d'activité

1. Analyse des résultats de Solucom

Analyse des comptes consolidés

Les comptes semestriels au 30 septembre 2013 consolident Solucom SA, Alturia Consulting, Eveho Conseil, Stance Partners et SLM Consulting sur 6 mois.

Les comptes semestriels au 30 septembre 2012 consolidaient Solucom SA, Alturia Consulting, Eveho Conseil, Eveho Services et Eveho Actuariat sur 6 mois, ainsi que Solucom DV et New'Arch sur les 3 premiers mois, compte tenu des Transmissions Universelles de Patrimoine intervenues pour ces deux sociétés le 30 juin 2012.

Les comptes au 31 mars 2013 consolidaient Solucom SA, Alturia Consulting et Eveho Conseil sur 12 mois, Eveho Services, Eveho Actuariat, Stance Partners, Hekla et SLM Consulting sur 6 mois, ainsi que Solucom DV et New'Arch sur 3 mois, compte tenu des Transmissions Universelles de Patrimoine intervenues pour ces deux sociétés le 30 juin 2012. Pour mémoire, les sociétés Eveho Services et Eveho Actuariat ont également fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine à la société Eveho Conseil le 30 septembre 2012 et la société Hekla a quant à elle fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine à la société Stance Partners le 31 mars 2013.

Les comptes au 30 septembre 2013, au 30 septembre 2012 et au 31 mars 2013 sont établis selon le référentiel comptable international IFRS. Les états financiers qui présentent ces comptes suivent la recommandation n°2009-R.03 du 2 juillet 2009 du CNC. Les soldes intermédiaires de gestion qui figurent dans ces états et qui sont commentés dans la suite de ce document sont donc ceux définis par le CNC.

Chiffre d'affaires et rentabilité

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2013/14	S1 2012/13	Variation
Chiffre d'affaires	64 931	59 475	9%
Résultat opérationnel courant	6 595	4 273	54%
<i>Marge opérationnelle courante</i>	10,2%	7,2%	-
Résultat opérationnel	6 298	4 867	29%
Résultat net part du groupe	3 697	3 319	11%
<i>Marge nette</i>	5,7%	5,6%	-

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2013 s'établit à 64 931 K€ contre 59 475 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 9%.

Le résultat opérationnel courant est de 6 595 K€ (après participation des salariés et CICE), en augmentation de 54% par rapport à celui du 1^{er} semestre de l'exercice précédent qui s'élevait à 4 273 K€. La marge opérationnelle courante, obtenue en divisant le résultat opérationnel courant par le chiffre d'affaires, est de 10,2%, à comparer à 7,2% au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.



Le résultat opérationnel est de 6 298 K€, en hausse de 29% par rapport au résultat opérationnel du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui s'établissait à 4 867 K€. Il intègre des autres produits et charges opérationnels pour un montant de (297) K€, lesquels sont essentiellement composés de dépenses de mécénat en faveur de la Fondation d'entreprise Solucom et de frais non-récurrents liés à la fermeture de l'établissement de Bordeaux d'Alturia Consulting. Au 30 septembre 2012, les autres produits et charges opérationnels s'élevaient à 594 K€ et intégraient des crédits d'impôt recherche au titre des années 2010 et 2011 net des frais de constitution de dossier pour un montant de 1 093 K€, ainsi que des frais d'acquisitions à hauteur de 501 K€.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 97 K€ sur la période. Ce chiffre est à comparer à un coût de l'endettement financier net de 31 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent. La variation s'explique essentiellement par le détachement du coupon semestriel de l'emprunt obligataire Micado émis le 26 octobre 2012 pour un montant de 3 millions d'euros.

Le résultat avant impôt est de 6 199 K€, en augmentation de 28% par rapport au résultat avant impôt du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui était de 4 858 K€.

Le résultat net de la période s'établit à 3 697 K€, soit une marge nette de 5,7%. Il intègre une charge d'impôt de 2 501 K€. Ce résultat progresse de 11% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, pour lequel le résultat net de la période était de 3 319 K€, soit une marge nette de 5,6%, après une charge d'impôt de 1 539 K€.

Il n'y a pas d'intérêts minoritaires. Le résultat net part du groupe est donc également de 3 697 K€, contre 3 319 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 11%.

Structure financière et trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2013	31/03/2013	Variation
Actif non courant	42 731	42 663	0%
<i>Dont écarts d'acquisition</i>	35 803	36 603	-2%
Actif courant (hors trésorerie)	52 718	51 162	3%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 414	18 145	-32%
Capitaux propres	56 843	54 411	4%
Passif non courant	7 161	6 916	4%
<i>Dont passifs financiers</i>	3 184	3 258	-2%
Passif courant	43 860	50 643	-13%
<i>Dont passifs financiers</i>	544	361	51%
Total bilan	107 863	111 970	-4%

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 56 843 K€ au 30 septembre 2013 contre 54 411 K€ au 31 mars 2013.

La trésorerie nette¹ du cabinet Solucom (endettement financier net négatif, hors actions propres) au 30 septembre 2013 est de 8 686 K€, contre une trésorerie nette de 14 526 K€ au 31 mars 2013 et une trésorerie nette de 3 344 K€ au 30 septembre 2012. Il est à noter que l'évolution de la trésorerie nette depuis le 31 mars 2013 prend en compte des décaissements liés aux acquisitions de l'exercice précédent pour 2 530 K€.

¹ Trésorerie brute diminuée des passifs financiers



Les passifs financiers représentent 3 728 K€ au 30 septembre 2013 contre 3 619 K€ au 31 mars 2013. Au 30 septembre 2013, ils se décomposent en 2 928 K€ d'emprunt obligataire Micado, 572 K€ de dettes financières liées au retraitement des contrats de crédit-bail et 229 K€ d'autres passifs financiers (intérêts courus non échus, découverts bancaires et frais d'émission d'emprunt).

Analyse des comptes sociaux de Solucom

Les comptes individuels de Solucom font ressortir un chiffre d'affaires de 59 927 K€ au 30 septembre 2013, contre 51 471 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une croissance de 16%. Il est à noter que le chiffre d'affaires au 30 septembre 2013 intègre l'effet en semestre plein des Transmissions Universelles de Patrimoine de Solucom DV et New'Arch à la société Solucom réalisées le 30 juin 2012. Au 30 septembre 2012, l'effet de ces TUP sur le chiffre d'affaires était de 3 mois.

Le résultat d'exploitation semestriel de la société Solucom s'établit, quant à lui, à 7 539 K€, représentant une marge d'exploitation de 12,6%. Pour mémoire, le résultat d'exploitation du premier semestre 2012/13 s'élevait à 3 483 K€, soit une marge d'exploitation de 6,8%.

Le résultat financier semestriel s'élève à 175 K€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2013/14, comparé à un résultat financier de 17 K€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice passé. Le résultat financier de la période intègre notamment une reprise nette de provision pour dépréciation d'actions propres de 242 K€ et des frais financiers pour 104 K€.

Le résultat exceptionnel s'élève quant à lui à (1 076) K€, contre un résultat exceptionnel de (389) K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Le résultat exceptionnel intègre notamment 200 K€ de dépenses de mécénat au profit de la Fondation d'entreprise Solucom et 911 K€ de moins-value sur cession d'actions propres.

La participation des salariés aux résultats de l'entreprise représente un montant de 780 K€, contre 485 K€ au 30 septembre 2012.

La charge d'impôt sur les bénéfices s'établit à 1 701 K€ contre un produit d'impôt de 525 K€ au 30 septembre 2012. Sur cette période, un crédit d'impôt recherche avait été comptabilisé au titre des années 2010 et 2011 pour un montant total de 1 429 K€ alors qu'au 30 septembre 2013, aucun crédit d'impôt recherche n'a été comptabilisé.

Compte-tenu de ces éléments, le résultat net de la société Solucom s'élève à 4 157 K€, contre 3 152 K€ au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

2. Activité de Solucom durant le semestre

Au 1^{er} semestre de son exercice 2013/14, Solucom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 64,9 M€, en progression de 9%, dont 7% de croissance à périmètre constant.

A mi-exercice, le cabinet s'inscrit donc en avance sur son plan de marche annuel. Cette solide progression est le résultat de l'approche résolument offensive adoptée par Solucom depuis le début de l'exercice.

Nouvelles avancées dans la lignée de Solucom 2015

Le cabinet a poursuivi au cours du semestre ses prises de positions « business + technologie », conformément à la proposition de valeur visée dans son plan Solucom 2015.

Solucom accompagne ainsi EDF dans ses réflexions stratégiques destinées à accélérer son développement sur les services énergétiques à destination des entreprises et des collectivités locales. Le cabinet intervient également dans le cadre du projet Smart Electric Lyon, la plus importante expérimentation européenne sur les systèmes électriques de demain.



Dans le secteur de l'assurance, Solucom intervient auprès de Predica (Crédit Agricole Assurances) dans le cadre de sa démarche de conformité Solvabilité 2.

Enfin à l'international, le cabinet conseille la Société Centrale de Réassurance, 1^{ère} compagnie de réassurance marocaine, dans l'élaboration et la mise en œuvre de son schéma directeur SI lié à sa nouvelle stratégie 2013-2017. Solucom accompagne également Thalys sur différents projets innovants de relation client et d'information voyageurs, reposant notamment sur des services mobiles et les réseaux sociaux.

Un taux d'activité solide, mais un carnet de commande sous pression depuis l'été

Le taux d'activité s'est établi à 83% sur le semestre, en légère progression par rapport à celui du dernier exercice (82%).

Les prix se sont inscrits en recul limité, à 708 € contre 713 € en 2012/13, conformément à l'évolution de 0% à - 1% anticipée en début d'exercice.

Le carnet de commande au 30 septembre s'élève à 3,1 mois, contre 3,5 mois fin mars 2013. Cette érosion traduit un ralentissement de l'activité commerciale pendant l'été, dont l'effet a été accentué par la croissance des effectifs à la rentrée.

Marge opérationnelle courante de 10,2%

La croissance semestrielle soutenue, conjuguée à la bonne tenue du taux d'activité et du prix de vente, a permis au résultat opérationnel courant de s'établir à 6,6 M€, soit une progression de 54% par rapport au 1^{er} semestre 2012/13. La marge opérationnelle courante ressort ainsi à 10,2% contre 7,2% un an plus tôt.

Après déduction des autres charges opérationnelles, le résultat opérationnel du semestre s'élève à 6,3 M€, en hausse de 29%. Pour rappel, Solucom avait bénéficié au 1^{er} semestre 2012/13 d'autres produits opérationnels liés à la comptabilisation d'un crédit d'impôt recherche au titre des années 2010 et 2011.

Après comptabilisation de l'impôt sur les sociétés, le résultat net part du groupe est de 3,7 M€ au 1^{er} semestre, en progression de 11%, soit une marge nette de 5,7% contre 5,6% l'an dernier.

Des moyens financiers importants

La situation financière du cabinet demeure extrêmement solide à l'issue du semestre.

Les capitaux propres sont renforcés à 56,8 M€, contre 54,4 M€ à la clôture de l'exercice précédent. La trésorerie nette s'élève à 8,7 M€, contre 14,5 M€ au 31 mars 2013 et 3,3 M€ au 30 septembre 2012.

Au cours du semestre, le cabinet a acquis le solde des actions de Stance et a versé le complément de prix relatif à Eveho, ces deux éléments représentant un montant total de 2,5 M€. Il n'y a désormais plus de décaissement à venir au titre des trois acquisitions réalisées au cours de l'exercice précédent.

Avec une trésorerie disponible, nette des découverts bancaires, de 12,2 M€ et une ligne de crédit confirmée non utilisée de 12,8 M€, le cabinet dispose d'ores et déjà des moyens lui permettant de financer l'ensemble de son plan stratégique Solucom 2015.

3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice

Une approche offensive confirmée

L'environnement de marché ne montre pas pour l'instant les signes d'embellies espérés il y a quelques mois. Dans ce contexte, la croissance des effectifs combinée à une visibilité réduite entraîne une certaine tension sur les indicateurs opérationnels du cabinet.



Pour autant, la bonne performance du 1^{er} semestre conforte Solucom dans son choix de poursuivre son approche offensive, notamment en termes de recrutement et d'investissement commercial.

En matière de croissance externe, Solucom a annoncé le 13 novembre 2013 étudier un rapprochement à court terme avec le cabinet de conseil en organisation et en management Lumens Consultants ([lire le communiqué de presse du 13 novembre 2013](#)). L'acquisition de Lumens Consultants, dans la droite ligne du plan Solucom 2015, constituerait la 4^{ème} opération du cabinet en un peu plus de 18 mois.

Relèvement de l'objectif annuel de croissance pour 2013/14, confirmation de l'objectif de marge

Compte tenu de l'avance sur son plan de marche annuel, Solucom relève son objectif de croissance annuelle et vise désormais une progression du chiffre d'affaires supérieure à 6,5%, contre 5% initialement. Ce nouvel objectif ne tient pas compte de l'acquisition potentielle de Lumens Consultants.

En ce qui concerne la rentabilité, le cabinet confirme son objectif d'une marge opérationnelle courante comprise entre 10% et 12%, toujours hors acquisition de Lumens Consultants.

4. Évènements postérieurs à la clôture

Projet d'acquisition de la société Lumens Consultants

Le 13 novembre 2013, Solucom a annoncé être entré en négociation exclusive avec les actionnaires de la société Lumens Consultants en vue de se rapprocher de cette dernière.

Créé en 2009, Lumens Consultants est un cabinet de conseil en organisation et management qui accompagne ses clients sur l'ensemble de leurs enjeux d'excellence opérationnelle, avec une proposition de valeur visant à développer l'agilité de l'entreprise.

À l'issue de son dernier exercice, clos le 31 mars 2013, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 3,9 M€ et une marge opérationnelle supérieure à 8%.

Le rapprochement se concrétiserait par l'acquisition de 100% du capital de Lumens Consultants par Solucom. L'opération serait financée essentiellement en numéraire, et de manière complémentaire en actions Solucom.

Ce rapprochement s'inscrit en droite ligne avec la stratégie « Solucom 2015 » : devenir un cabinet de conseil champion de la transformation des entreprises, capable d'accompagner les mutations de ses clients sous toutes leurs facettes : métiers, organisationnelles, technologiques.

5. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les éléments décrits ci-après, les facteurs de risques présentés dans le document de référence publié par Solucom et déposé auprès de l'AMF en date du 25 juillet 2013 sous le numéro D.13-0812 n'ont pas subi d'évolution sensible à ce jour.

Suivi des écarts d'acquisition

Suite à un retard sur le plan de marche de la société Stance, il est désormais vraisemblable que le dernier complément de prix prévu dans le cadre de l'acquisition de cette société ne sera pas versé.

Les comptes consolidés de Solucom ont été ajustés en conséquence. Le montant des écarts d'acquisition passe ainsi de 36,6 millions d'euros au 31 mars 2013 à 35,8 millions d'euros au 30 septembre 2013.



Les tests de dépréciation réalisés sur l'ensemble des écarts d'acquisition figurant dans les comptes consolidés de Solucom, et notamment sur celui attaché à la société Stance, ont confirmé qu'il n'y avait pas lieu de constater de dépréciation.

Risque lié au système d'information

En 2012, Solucom a décidé de mettre en place un nouveau système d'information de gestion afin de répondre aux ambitions de développement moyen terme du cabinet. La première phase de déploiement de l'outil a été réalisée avec succès au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2013/14.

Le cabinet reste toutefois vigilant quant aux prochaines phases de déploiement et se montre particulièrement attentif à la phase de conduite du changement afin de minimiser les perturbations.

Risque de liquidité

Au 30 septembre 2013, le cabinet dispose d'une trésorerie disponible, nette des découverts bancaires, de 12,2 millions d'euros et d'une trésorerie nette² de 8,7 millions d'euros, à comparer à 14,5 millions d'euros au 31 mars 2013.

Le cabinet dispose en outre d'une ligne de crédit de 16 millions d'euros, amortissable sur 5 ans et sans covenant. A la date du présent document, le montant mobilisable s'élève à 12,8 millions d'euros suite à l'amortissement annuel de la ligne intervenu le 2 octobre 2013.

Le cabinet dispose ainsi largement des moyens lui permettant de financer son plan stratégique Solucom 2015.

6. Principales transactions avec les parties liées

Sur le premier semestre de son exercice 2013/14, Solucom n'a pas réalisé de nouvelles transactions significatives avec des parties liées.

Le lecteur pourra se référer à ce sujet à la note 16 de l'annexe des comptes semestriels consolidés.

² Trésorerie brute diminuée des passifs financiers



Comptes consolidés au 30/09/2013

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/13	30/09/12	31/03/13
Chiffre d'affaires		64 931	59 475	130 545
Autres produits de l'activité		0	0	0
Achats consommés		1 534	2 088	4 449
Charges de personnel (y inclus participation)	9	48 101	44 255	94 011
Charges externes		7 081	6 879	13 318
Impôts et taxes		1 113	1 185	2 409
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		612	783	896
Autres produits et charges courants		(105)	12	(18)
Résultat opérationnel courant		6 595	4 273	15 480
Autres produits et charges opérationnels	10	(297)	594	(45)
Résultat opérationnel		6 298	4 867	15 434
Produits financiers	11	32	1	11
Coût de l'endettement financier brut	11	129	32	154
Coût de l'endettement financier net		97	31	143
Autres produits et charges financiers	11	(3)	22	43
Résultat avant impôt		6 199	4 858	15 334
Charge d'impôt	12	2 501	1 539	4 998
Résultat net de la période		3 697	3 319	10 336
Intérêts minoritaires		0	0	0
Résultat net (part du groupe)		3 697	3 319	10 336
Résultat net (part du groupe) par action (euros) (1) (2)	13	0,75	0,68	2,11
Résultat net dilué (part du groupe) par action (euros) (2)	13	0,74	0,67	2,08

(1) nombre d'actions pondéré sur la période

(2) Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30/09/12 et au 31/03/13, sur la base du nombre d'actions au 30/09/13.



Bilan consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/13	31/03/13
Actif non courant		42 731	42 663
Ecarts d'acquisition	1	35 803	36 603
Immobilisations incorporelles	2	946	634
Immobilisations corporelles	2	2 272	2 083
Actifs financiers (part à plus d'un an)	3	990	834
Autres actifs non courants	3	2 720	2 509
Actif courant		65 132	69 307
Clients et comptes rattachés	4	47 070	43 610
Autres créances	4	5 648	7 551
Actifs financiers (part à moins d'un an)	4	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4	12 414	18 145
Total actif		107 863	111 970
Capitaux propres (part du groupe)		56 843	54 411
Capital	5	497	497
Primes d'émission, de fusion, d'apport		11 218	11 218
Réserves et résultats consolidés		45 128	42 696
Intérêts minoritaires		0	0
Total capitaux propres		56 843	54 411
Passif non courant		7 161	6 916
Provisions long terme	6	3 719	3 362
Passifs financiers (part à plus d'un an)	7	3 184	3 258
Autres passifs non courants	8	258	296
Passif courant		43 860	50 643
Provisions court terme	6	1 040	1 102
Passifs financiers (part à moins d'un an)	7	544	361
Fournisseurs et comptes rattachés	8	5 129	6 160
Dettes fiscales et sociales	8	29 588	34 800
Autres passifs courants	8	7 559	8 221
Total passif		107 863	111 970



Variation de trésorerie consolidée

En milliers d'euros

	30/09/13	30/09/12	31/03/13
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 697	3 319	10 336
Elimination des éléments non monétaires			
Dotations nettes aux amortissements et provisions	819	1 120	1 727
Moins-values / (plus-values) de cession, nettes d'impôt	1	(4)	(10)
Autres produits et charges calculés	(1 069)	(548)	139
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et après impôt	3 448	3 887	12 193
Variation du besoin en fonds de roulement	(5 555)	(4 229)	2 359
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(2 107)	(342)	14 552
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(529)	(486)	(927)
Cession d'immobilisations	0	1	1
Variation des immobilisations financières	906	105	222
Incidence des variations de périmètre	(2 530)	(6 905)	(10 150)
Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(2 153)	(7 286)	(10 854)
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	(1 555)	(1 066)	(1 066)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0	0
Autres flux liés aux opérations de financement	(82)	(977)	890
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 637)	(2 043)	(176)
Variation nette de trésorerie	(5 897)	(9 671)	3 521
Trésorerie à l'ouverture	18 098	14 577	14 577
Incidences des variations de taux de change	(1)	(2)	0
Trésorerie à la clôture	12 201	4 903	18 098

Le montant des impôts payés s'est élevé à 5 350 milliers d'euros au premier semestre 2013 et à 2 655 milliers d'euros au premier semestre 2012.

Le montant des intérêts versés s'est élevé à 104 milliers d'euros au premier semestre 2013 et à 22 milliers d'euros au premier semestre 2012.

La ligne « Incidences des variations de périmètre » correspond au complément de prix d'acquisition de la société Eveho Conseil et au prix d'acquisition différé de la société Stance.



Variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conversion	Total capitaux propres
Capitaux propres consolidés au 31/03/12	497	11 218	26 444	6 999	0	45 158
Résultat consolidé de l'exercice	0	0	0	10 336	0	10 336
Mise à la juste valeur des instruments de couverture	0	0	0	0	0	0
Ecarts actuariels IAS 19	0	0	(224)	0	0	(224)
Résultat net global	0	0	(224)	10 336	0	10 112
Impacts minoritaires	0	0	0	0	0	0
Affectation du résultat	0	0	6 999	(6 999)	0	0
Variation de capital de l'entreprise consolidante	0	0	0	0	0	0
Distributions de l'entreprise consolidante	0	0	(1 066)	0	0	(1 066)
Actions propres	0	0	226	0	0	226
Retraitement provision pour attribution gratuite d'actions	0	0	(18)	0	0	(18)
Variation des écarts de conversion	0	0	0	0	(1)	(1)
Capitaux propres consolidés au 31/03/13	497	11 218	32 361	10 336	(1)	54 411
Résultat consolidé de l'exercice	0	0	0	3 697	0	3 697
Mise à la juste valeur des instruments de couverture	0	0	(7)	0	0	(7)
Ecarts actuariels IAS 19	0	0	(91)	0	0	(91)
Retraitements IFRS devenus non significatifs	0	0	52	0	0	52
Résultat net global	0	0	(46)	3 697	0	3 651
Impacts minoritaires	0	0	0	0	0	0
Affectation du résultat	0	0	10 336	(10 336)	0	0
Variation de capital de l'entreprise consolidante	0	0	0	0	0	0
Distributions de l'entreprise consolidante	0	0	(1 555)	0	0	(1 555)
Actions propres	0	0	862	0	0	862
Retraitement provision pour attribution gratuite d'actions	0	0	(526)	0	0	(526)
Variation des écarts de conversion	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres consolidés au 30/09/13	497	11 218	41 431	3 697	(1)	56 843

Les capitaux propres ne présentent aucun élément générant un impôt exigible. Le cumul des impôts différés actifs relatifs aux éléments comptabilisés dans les capitaux propres depuis l'origine, s'élève à 328 K€ et est généré par les écarts actuariels liés à l'application de l'IAS 19 et par la mise à la juste valeur des instruments de couverture.



Pertes et gains comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros

	Note	30/09/13	30/09/12	31/03/13
Résultat net		3 697	3 319	10 336
Mise à la juste valeur des instruments de couverture	14	(7)	0	0
Ecart actuariels IAS 19		(91)	(250)	(224)
Retraitements IFRS devenus non significatifs		52	0	0
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		(46)	(250)	(224)
Résultat net global (part du groupe)		3 651	3 070	10 113



Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels

Sommaire de l'annexe

1.	Présentation générale	16
2.	Faits caractéristiques du semestre	17
3.	Principes et méthodes comptables	18
3.1.	Principes de consolidation	18
3.2.	Modalités de consolidation.....	20
3.3.	Méthodes de conversion.....	20
3.4.	Recours à des estimations.....	20
3.5.	Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisitions	21
3.6.	Information sectorielle.....	21
3.7.	Saisonnalité des comptes intermédiaires	22
3.8.	Autres précisions	22
4.	Périmètre de consolidation	23
5.	Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat.....	24
Note 1.	Écarts d'acquisition à l'actif du bilan	24
Note 2.	Immobilisations incorporelles et corporelles	25
Note 3.	Autres actifs	26
Note 4.	Actif courant	26
Note 5.	Capital	26
Note 6.	Provisions.....	27
Note 7.	Passifs financiers et endettement net.....	28
Note 8.	Autres passifs.....	29
Note 9.	Charges de personnel.....	29
Note 10.	Produits et charges opérationnels non courants	30
Note 11.	Résultat financier	30
Note 12.	Impôt sur les sociétés	30
Note 13.	Résultat par action	31
Note 14.	Instruments financiers.....	31
Note 15.	Engagements hors bilan	31
Note 16.	Transactions avec des parties liées.....	32
Note 17.	Évènements postérieurs à la clôture	32
	Rapport des Commissaires aux Comptes	33



1. Présentation générale

Solucom est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est situé Tour Franklin – 100/101 terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex. La société est cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment C.

Les états financiers consolidés semestriels du cabinet Solucom (constitué de la société Solucom et de ses filiales) ont été arrêtés par le Directoire en date du 25 novembre 2013.

Tous les montants présentés dans l'annexe sont exprimés en K€ (milliers d'euros).



2. Faits caractéristiques du semestre

Suite à l'acquisition de la société Eveho le 06/04/2012 et conformément au protocole d'acquisition, Solucom a procédé au cours du premier semestre 2013/14 au paiement du complément de prix de la société. Ce complément de prix était d'ores et déjà provisionné dans les comptes au 31 mars 2013.

Conformément au protocole d'acquisition de la société Stance, Solucom a acquis le solde des actions composant le capital de cette société (29%) au cours du premier semestre de l'exercice 2013/14. Pour mémoire, Solucom avait acquis 71% du capital de la société le 02/10/2012.



3. Principes et méthodes comptables

3.1. Principes de consolidation

Référentiel

Depuis le 01/04/05, les comptes consolidés de Solucom sont établis en application du référentiel international comptable IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et du règlement européen 1606/2002 du 19/07/02. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union européenne au 30/09/13.

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers consolidés sont identiques à ceux appliqués par le cabinet pour ses états financiers consolidés au 31/03/13.

Etats financiers semestriels

Les états financiers intermédiaires résumés du groupe Solucom portant sur la période de 6 mois close au 30/09/13 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 31/03/13.

Evolutions normatives

En particulier, les normes IFRS de l'IASB et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (consultables sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) pour les exercices ouverts à compter du 01/04/13, ont été appliquées par le cabinet et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le cabinet à compter du 01/04/13

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates d'adoption par l'Union européenne	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IAS 19 révisée « Avantages du personnel »	05/06/12	01/01/13
Améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS	27/03/13	01/01/13
IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »	11/12/12	01/01/13
Amendement à IAS 12 « Impôts différés relatifs à des actifs réévalués »	11/12/12	01/01/13 ⁽¹⁾
Amendement à IFRS 7 « Informations à fournir – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	13/12/12	01/01/13

(1) Date d'application de l'Union Européenne.



L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers du cabinet.

Normes comptables ou interprétations que le cabinet appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et des interprétations qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne au 30/09/13 ; elles ne sont pas appliquées par le cabinet à cette date.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 36 « Dépréciation des actifs » - Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	29/05/13	01/01/14
IFRS 9 « Instruments financiers - Phase 1 : classement et évaluation »	12/11/09, 28/10/10 et 16/12/11	01/01/15

L'IASB a publié des normes et des interprétations, adoptées par l'Union européenne au 30/09/13, applicables à partir des exercices ouverts à compter du 01/01/14. Ces textes n'ont pas été appliqués par anticipation.

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'application : exercices ouverts à compter du
IAS 27 révisée « Etats financiers individuels »	12/05/11	01/01/13 ⁽¹⁾
IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »	12/05/11	01/01/13 ⁽¹⁾
IFRS 10 « Etats financiers consolidés »	12/05/11	01/01/13 ⁽¹⁾
IFRS 11 « Accords conjoints »	12/05/11	01/01/13 ⁽¹⁾
IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités »	12/05/11	01/01/13 ⁽¹⁾
Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers »	16/12/11	01/01/14
Amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12.	28/06/12	01/01/13 ⁽¹⁾

(1) Ces textes doivent être appliqués au cours de la même période. L'ARC a voté le 01/06/12 pour l'adoption de ces textes en recommandant qu'ils soient appliqués au plus tard pour les périodes ouvertes à compter du 01/01/14, leur application au 01/04/13 étant possible sous réserve de l'adoption des textes par l'Union Européenne dans ce délai.

Les impacts des projets de normes ou d'interprétations actuellement en cours d'études par l'IASB ne sont pas été anticipés dans ces comptes consolidés et ne peuvent être raisonnablement estimés à ce jour.

Comparabilité des comptes

Les comptes de l'exercice clos le 30/09/13 sont comparables à ceux de l'exercice clos le 31/03/13 à l'exception des variations de périmètre de consolidation.



3.2. Modalités de consolidation

La société Solucom est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Solucom sont consolidés par intégration globale.

Solucom n'exerce d'influence notable ou de contrôle conjoint sur aucune entreprise. Solucom ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entité ad hoc.

Les comptes des sociétés consolidées sont, le cas échéant, retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 30/09/13.

Au 30/09/13, les comptes consolidés intègrent l'ensemble des sociétés du cabinet sur six mois.

3.3. Méthodes de conversion

Conversion des états financiers exprimés en devises

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste « Écarts de conversion » pour la part du groupe.

Les cours de clôture et cours moyens retenus sont indiqués ci-dessous (Devise / Euro) :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	30/09/13	31/03/13	30/09/13	31/03/13
Dirham (MAD) ⁽¹⁾	0.089171	0.089726	0.089556	0.090175

(1) Source Banque de France

Le taux moyen est déterminé en calculant la moyenne des taux de clôture mensuels sur la période.

Comptabilisation des transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de l'opération ou au taux garanti lorsqu'une couverture de change existe.

3.4. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation de certains montants qui figurent dans les comptes, notamment pour les chapitres suivants :

- Les durées d'amortissement des immobilisations
- L'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- La valorisation des instruments financiers à la juste valeur
- L'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer



- La valorisation des paiements en actions
- La constatation d'impôt différé passif
- La reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Le cabinet reste prudent quant aux perspectives de croissance du marché du conseil à moyen et long terme.

3.5. Regroupement d'entreprises et écarts d'acquisitions

Les unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondent à chacune des sociétés incluses au périmètre de consolidation.

Du fait des opérations de réorganisations juridiques (transmissions universelles de patrimoine) réalisées sur les exercices 2011/12 et 2012/13, les écarts d'acquisition attachés initialement à chacune des sociétés absorbées sont désormais regroupés et affectés à la structure absorbante du fait de leur imbrication et activités identiques.

Du fait des réorganisations juridiques et opérationnelles des différentes pratiques opérées depuis 2 ans, le goodwill de Solucom ne peut être suivi que globalement.

A chaque clôture annuelle, ou en cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est pratiqué sur chacune des participations détenues faisant l'objet d'un écart d'acquisition.

Le principe de ces tests repose sur la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Les flux de trésorerie sont déterminés sur la base de prévisions établies sur un horizon de 5 ans. Une hypothèse de croissance à l'infini est retenue à compter de la sixième année. Les flux de trésorerie issus de ces prévisions font ensuite l'objet d'une actualisation.

Les hypothèses clés utilisées pour la réalisation des tests sont les suivantes :

- Un taux de croissance à l'infini de 3%, ce taux paraissant acceptable eu égard à l'observation des performances passées du secteur d'activité concerné (services informatiques).
- Un taux d'actualisation de 13% avant impôt ; ce taux tient compte du taux sans risque à 10 ans, d'une prime de risque de marché, du coefficient bêta observé sur des sociétés cotées comparables, y compris Solucom, et enfin d'une prime de risque spécifique à Solucom.

En outre, une analyse de sensibilité de la valeur aux hypothèses clés utilisées (taux de croissance à l'infini et taux d'actualisation) permet de vérifier l'impact d'évolutions raisonnablement probables de ces hypothèses.

3.6. Information sectorielle

Le cabinet Solucom ne commercialisant qu'un unique type de prestations (prestations de conseil en management et système d'information), l'ensemble de ces prestations étant soumis aux mêmes risques et générant des taux de rentabilité similaires, il n'a pas été défini de secteurs d'activités distincts. En outre, la quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisé en France.



3.7. Saisonnalité des comptes intermédiaires

Les seuls effets de saisonnalité résultent de la concentration de la prise de congés durant certains mois de l'année. Il s'agit des mois de juillet et août, ainsi que du mois de mai. L'impact de ces mois de forte prise de congés concerne donc le premier semestre de l'exercice de Solucom (avril - septembre). Ce phénomène n'a pas d'impact substantiel sur l'activité de Solucom, d'autant plus que son effet est relativement prévisible (impact comparable d'une année sur l'autre).

3.8. Autres précisions

- Solucom détient des actions propres dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale de ses actionnaires.
- Conformément à l'IAS 19 « Avantages aux personnels », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant des unités de crédit projetées. Le groupe n'a comme engagement que le versement d'indemnités de fin de carrière. Solucom n'a pas d'autres engagements à long terme ni d'indemnités de fin de contrat. Le taux d'actualisation pour la valorisation des droits est de 3,05% (source : iboxx AA).
- Le cabinet a mis en place une couverture de change (couverture de flux de trésorerie) pour couvrir le risque lié aux ventes à l'exportation. Le gain ou la perte dû à l'évaluation des instruments de couverture à leur juste valeur est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global (OCI). Le gain ou perte latent est rapporté au compte de résultat lors de la réalisation de l'élément couvert.
- Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du semestre.
- Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/03/10 le montant total de la charge courante relative à la provision de la CVAE.



4. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les comptes des sociétés suivantes :

Sociétés	Siège	Siret	Forme juridique	% d'intérêt	Nationalité	Nombre de mois consolidés
Solucom	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	37755024900041	SA	Sté mère	France	6
Alturia Consulting	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	35071510800063	SASU	100%	France	6
Eveho Conseil	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	48352938400032	SASU	100%	France	6
Stance Partners	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	48135193000039	SASU	100%	France	6
SLM Consulting	11 rue El Wahda Casablanca Maroc	266961	SARL	100%	Maroc	6

Toutes les sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.



5. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat

Note 1. Écarts d'acquisition à l'actif du bilan

	Valeur nette au 31/03/13	Variation de périmètre	Diminution de l'exercice	Valeur nette au 30/09/13
Solucom	24 137	0	0	24 137
Alturia	4 266	0	0	4 266
Eveho Conseil	3 020	0	0	3 020
Stance	5 180	0	(800)	4 380
Total	36 603	0	(800)	35 803

Suite à un retard sur le plan de marche de la société Stance, il est désormais vraisemblable que le dernier complément de prix prévu dans le cadre de l'acquisition de cette société ne sera pas versé.

Les comptes consolidés de Solucom ont été ajustés en conséquence. Le montant des écarts d'acquisition passe ainsi de 36 603 K€ au 31 mars 2013 à 35 803 K€ au 30 septembre 2013.

Tests de dépréciation

Les tests de dépréciation réalisés sur l'ensemble des écarts d'acquisition figurant dans les comptes consolidés de Solucom, et notamment sur celui attaché à la société Stance, ont confirmé qu'il n'y avait pas lieu de constater de dépréciation.

Tests de sensibilité

Des tests de sensibilité ont été en outre conduits.

Le résultat de ces tests est présenté ci-dessous.

	Solucom SA	Alturia Consulting	Eveho	Stance
Ecart entre la valeur d'utilité et la valeur comptable	> 60 000	> 600	> 600	> 300
Dépréciation théorique si baisse d'1 point de la croissance à l'infini (a)	0	0	0	0
Dépréciation théorique si hausse d'1 point du taux d'actualisation (b)	0	0	0	101
Dépréciation théorique si combinaison (a) et (b)	0	77	0	340

Après analyse de ces tests de sensibilité, le management n'estime pas raisonnablement probable une modification des hypothèses clés utilisées entraînant la nécessité de constater une dépréciation.



Note 2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeur brute	31/03/13	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart conv.	30/09/13
Total écarts d'acquisition	36 603	0	0	(800)	0	35 803
Logiciels	1 879	0	764	0	0	2 643
Immob. incorporelles en cours	402	0	422	(763)	0	61
Total immob. incorporelles	2 281	0	1 186	(763)	0	2 704
Installations techniques	35	0	0	0	0	35
Autres immob. corporelles	4 927	0	54	(39)	0	4 942
Autres immob. en crédit bail	3 187	0	87	(5)	0	3 268
Immob. corporelles en cours	0	0	554	(87)	0	467
Total immob. corporelles	8 149	0	694	(130)	0	8 713

Amortissements	31/03/13	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart conv.	30/09/13
Logiciels	1 647	0	111	0	0	1 758
Total immob. incorporelles	1 647	0	111	0	0	1 758
Installations techniques	35	0	0	0	0	35
Autres immob. corporelles	3 473	0	248	(38)	0	3 683
Autres immob. en crédit bail	2 527	0	172	(1)	0	2 698
Total immob. corporelles	6 035	0	420	(39)	0	6 416

Dépréciations	31/03/13	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart conv.	30/09/13
Logiciels	1	0	0	0	0	1
Total immob. incorporelles	1	0	0	0	0	1
Autres immob. corporelles	30	0	0	(6)	0	24
Autres immob. en crédit bail	0	0	0	0	0	0
Total immob. corporelles	30	0	0	(6)	0	24

Total net immob. incorporelles	634	0	1 075	(763)	0	946
Total net immob. corporelles	2 083	0	274	(85)	0	2 272

Aucune immobilisation incorporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété.

Aucune immobilisation corporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété à l'exception des biens financés par un contrat de crédit-bail.

La variation du poste « Dettes sur immobilisations » s'est élevée à +502 K€ au 30/09/13 contre +1 K€ au 31/03/13.



Note 3. Autres actifs

Les actifs financiers sont composés uniquement des dépôts et cautionnements.

Les autres actifs non courants sont composés essentiellement d'impôts différés actifs à hauteur de 2 706 K€ (2 495 K€ au 31/03/13).

Note 4. Actif courant

Clients et comptes rattachés	31/03/13	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/13
Valeur Brute	43 683	0	3 543	(1)	47 224
Dépréciation	(73)	0	(82)	0	(155)
Valeur Nette	43 610	0	3 461	(1)	47 070

Le cabinet analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

Autres Créances	31/03/13	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/13
Avances et acomptes versés	122	0	343	0	465
Créances fiscales	5 174	0	(2 408)	0	2 766
Débiteurs divers	437	0	209	0	647
Charges constatées d'avance	1 827	0	(47)	0	1 779
Valeur Brute	7 560	0	(1 903)	0	5 657
Dépréciation autres créances	(9)	0	0	0	(9)
Dépréciation	(9)	0	0	0	(9)
Valeur Nette	7 551	0	(1 903)	0	5 648

Trésorerie et équivalents de trésorerie	31/03/13	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/13
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	7 865	0	(4 395)	0	3 470
Disponibilités	10 280	0	(1 335)	(1)	8 944
Valeur Brute	18 145	0	(5 730)	(1)	12 414
Dépréciation	0	0	0	0	0
Valeur Nette	18 145	0	(5 730)	(1)	12 414

La valeur au coût historique des Sicav monétaires est de 3 466 K€ au 30/09/13 (7 860 K€ au 31/03/13).

Note 5. Capital

Au 30/09/13, le capital de la société mère Solucom est constitué de 4 966 882 actions entièrement libérées de 0,10 € chacune.

Le nombre d'actions propres détenues au 30/09/13 s'élève à 57 019 actions.



Par ailleurs, sur autorisation de l'Assemblée Générale, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 01/07/13, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice de cadres dirigeants du cabinet. Ce plan prévoit l'attribution définitive d'actions gratuites à l'issue d'une période d'acquisition sous conditions de présence et d'investissement personnel du dirigeant en actions Solucom ; le nombre d'actions attribuées sera également fonction d'un critère de performance basé sur l'atteinte d'un niveau prédéfini du résultat opérationnel courant consolidé du cabinet.

En outre, le Directoire de Solucom a décidé, lors de cette même séance, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice des membres du personnel salarié de Solucom ou du cabinet ou de certaines catégories d'entre eux, dans le cadre du dispositif d'épargne salariale mis en place chez Solucom.

La constatation des avantages respectifs correspondant à chacun des plans ainsi accordés aux bénéficiaires a fait l'objet d'une dotation spécifique et d'un impact en capitaux propres dans les comptes au 30/09/13.

Note 6. Provisions

Les provisions sont constituées essentiellement d'indemnités de départ à la retraite ayant fait l'objet d'une évaluation de la part d'un actuaire indépendant, de litiges prud'homaux évalués en fonction d'une estimation faite par un conseil juridique du risque le plus probable, et le cas échéant, de provisions pour risques clients.

	31/03/13	Variation de périmètre	Augmentation	Reprise		30/09/13
				Utilisée	Non utilisée	
Provisions pour IFC	3 362	0	432	0	(76)	3 719
Total provisions long terme	3 362	0	432	0	(76)	3 719
Provisions pour risques	954	0	229	(118)	(25)	1 040
Provisions pour charges	148	0	0	(83)	(65)	0
Total provisions court terme	1 102	0	229	(202)	(90)	1 040
Total provisions	4 464	0	661	(202)	(165)	4 758

Les variations de provisions de l'exercice impactent le résultat opérationnel courant pour (442) K€ et le résultat opérationnel non courant pour 148 K€.



Note 7. Passifs financiers et endettement net

	31/03/13	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/13
Dettes à plus de cinq ans	2 920	0	7	0	2 928
Emprunt obligataire	2 920	0	7	0	2 928
Dettes de un à cinq ans	338	0	(82)	0	256
Dettes financières (Crédit-bail)	338	0	(82)	0	256
Total passif financier non courant	3 258	0	(75)	0	3 184
Emprunts auprès d'établissements de crédit (1)	(71)	0	8	0	(63)
Dettes financières (Crédit-bail)	322	0	(6)	0	316
Concours bancaires courants	42	0	168	0	210
Intérêts courus non échus	69	0	13	0	82
Total passif financier courant (moins d'un an)	361	0	183	0	544
Total passif financier hors concours bancaires courants	3 577	0	(59)	0	3 518
Total passif financier	3 619	0	109	0	3 728

(1) Frais d'émission sur ligne de crédit de 16 000 K€. Aucun tirage en cours au 30/09/13.

Ventilation des passifs financiers par taux :

Taux	31/03/13		30/09/13	
	fixe	variable	fixe	variable
Passif financier non courant	3 258	0	3 184	0
Passif financier courant	432	(71)	608	(63)
Total passifs financiers	3 691	(71)	3 791	(63)

Les nantissements accordés en garantie de ces emprunts sont décrites ci-après en note 15. Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de l'exercice.

Caractéristiques de l'emprunt FCP Micado France 2018 :

- Nominal : 3 000 K€
- Taux : 5,5%
- Echéance 02/10/18
- Date d'émission : 30/10/12

Evolution de la trésorerie / (endettement) net :

	31/03/13	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/13
Trésorerie et équivalent de trésorerie					
Équivalents de Trésorerie à la valeur historique	7 860	0	(4 394)	0	3 466
Disponibilités	10 280	0	(1 335)	(1)	8 944
Concours bancaires courants	(42)	0	(168)	0	(210)
Total Trésorerie nette des découverts	18 098	0	(5 897)	(1)	12 201
Mise à la juste valeur des équivalents de trésorerie	5	0	(1)	0	4
Trésorerie consolidée	18 103	0	(5 898)	(1)	12 204
Passif financier hors concours bancaires courants	3 577	0	(59)	0	3 518
Trésorerie / (Endettement) financier net	14 526	0	(5 839)	(1)	8 686



La variation de trésorerie provient notamment du complément de prix d'acquisition de la société Eveho Conseil et du prix d'acquisition différé de la société Stance pour un montant total de 2 530 K€.

Note 8. Autres passifs

	31/03/13	Variation de périmètre	Variation	Ecart conv.	30/09/13
Autres passifs non courants					
Dettes fiscales et sociales	296	0	(38)	0	258
<i>dont dettes fiscales</i>	296	0	(38)	0	258
Total	296	0	(38)	0	258
Passifs courants					
Fournisseurs et comptes rattachés	6 160	0	(1 031)	0	5 129
Dettes fiscales et sociales	34 800	0	(5 212)	0	29 588
<i>dont dettes fiscales</i>	13 158	0	(1 460)	0	11 698
<i>dont dettes sociales</i>	21 642	0	(3 752)	0	17 890
Autres passifs courants	8 221	0	(662)	0	7 559
<i>dont Fournisseurs d'immobilisations</i>	153	0	502	0	654
<i>dont Autres dettes</i>	4 979	0	(783)	0	4 196
<i>dont Produits constatés d'avance</i>	3 089	0	(380)	0	2 709
Total	49 180	0	(6 904)	0	42 276
Total Autres passifs	49 476	0	(6 941)	0	42 534

Note 9. Charges de personnel

Charges de personnel	30/09/13	30/09/12
Salaires et traitements	32 628	29 786
Charges sociales	15 473	14 469
Total	48 101	44 255
Effectif moyen en ETP	30/09/13	30/09/12
Ingénieurs et cadres	1 120	1 039
Employés	38	36
Total	1 159	1 076

L'effectif au 30/09/12 a été revu pour prendre en compte la proratisation du temps de présence des salariés des filiales absorbées par Transmission Universelle de Patrimoine.



Note 10. Produits et charges opérationnels non courants

	30/09/13	30/09/12
Crédits d'impôt nets de frais	0	1 093
Divers	60	2
Autres produits opérationnels	60	1 094
Frais d'acquisition de titres	(11)	(501)
Divers	(346)	0
Autres charges opérationnelles	(357)	(501)
Total net	(297)	594

Les autres charges opérationnelles diverses sont composées de dépenses de mécénat en faveur de la Fondation d'entreprise Solucom et de frais non-récurrents liés à la fermeture de l'établissement de Bordeaux d'Alturia Consulting.

Note 11. Résultat financier

	30/09/13	30/09/12
Produits nets sur cession des équivalents de trésorerie	34	1
Intérêts des emprunts	(129)	(32)
Variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie	(1)	0
Coût de l'endettement net	(97)	(31)
Autres produits et charges financiers	(3)	0
Variation de la juste valeur des autres actifs financiers	0	22
Résultat financier	(99)	(9)

Note 12. Impôt sur les sociétés

Effet net des impôts sur le résultat :

	30/09/13	30/09/12
Impôts courants	2 765	1 667
Impôts différés	(264)	(128)
Total	2 501	1 539

Conformément à l'avis du CNC du 14/01/10, Solucom a opté pour la comptabilisation de la CVAE en impôt sur le résultat à compter de 2010. Le montant de la CVAE comptabilisé dans la ligne « charge d'impôt » s'élève à 839 K€.

Au 30/09/13, le montant des impôts différés à plus d'un an s'élève à 2 059 K€. Tous les impôts différés générés par les opérations de l'exercice ont fait l'objet d'une comptabilisation.



Note 13. Résultat par action

	30/09/13	30/09/12
Résultat par actions		
Résultat des entreprises net (part du groupe)	3 697	3 319
Nombre moyen pondéré de titres en circulation ⁽¹⁾	4 909 863	4 909 863
Résultat net part du Groupe par action non dilué	0,75	0,68
Nombre de titres émis au 30 septembre	4 966 882	4 966 882
Résultat net part du Groupe dilué par action	0,74	0,67

⁽¹⁾ Hors titres d'auto-contrôle

Les instruments dilutifs sont décrits en note 5 – Capital.

Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30/09/12 et au 31/03/13, sur la base du nombre d'actions au 30/09/13.

Note 14. Instruments financiers

Solucom détient les instruments financiers suivants :

- des placements en SICAV de trésorerie, exclusivement indexées sur l'EONIA ne recélant aucun risque identifié ;
- des comptes à termes de moins de 6 mois ne présentant aucune pénalité de sortie anticipée ;
- des actions propres ;
- des contrats de change à terme

Note 15. Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant total		A plus d'un an	
	au 30/09/13	A 1 an au plus	et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Avals et cautions	30	3	27	0
Nantissements	18 400	0	18 400	0
Engagements de location simple	14 556	3 534	9 644	1 378
Total	32 986	3 537	28 070	1 378

Engagements reçus				
Avals et cautions	24	24	0	0
Lignes de crédit accordées non utilisées	16 000	(*)	(*)	0
Garanties de passif (**)	5 450	0	5 450	0
Instruments financiers	274	274	0	0
Total	21 748	(*)	(*)	0

* Montant dégressif diminué de 3 200 K€ à chaque date anniversaire, ramené à 12 800 K€ au 05/10/13.

** dont garantie bancaire de 1 250 K€.



Les nantissements de 18 400 K€ concernent les comptes titres des sociétés Alturia Consulting et Eveho Conseil pour 9 235 K€ ainsi que les éléments de fonds de commerce de Solucom relatifs aux établissements secondaires de Villeurbanne, Aubagne et Nantes. Ces actifs sont donnés en garantie au profit de banques, en couverture des lignes de crédit confirmées de 16 000 K€ octroyées par ces dernières. Ces engagements sont à échéance 2017.

Les garanties de passif ont été reçues dans le cadre des acquisitions de sociétés intervenues au cours de l'exercice 2012/13.

Engagements donnés	Montant total		A plus d'un an	
	31/03/13	A 1 an au plus	et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Avals et cautions	30	3	27	0
Nantissements	18 400	0	18 400	0
Engagements de location simple (*)	10 724	3 273	6 085	1 367
Total	29 154	3 276	24 511	1 367

* dont renouvellement d'un bail signé le 29/03/13.

Engagements reçus				
Avals et cautions	22	22	0	0
Lignes de crédit accordées non utilisées	16 000	(*)	(*)	0
Garanties de passif (**)	5 450	0	5 450	0
Total	21 472	(*)	(*)	0

* Montant dégressif diminué de 3 200 K€ à chaque date anniversaire.

** dont garantie bancaire de 1 250 K€.

Note 16. Transactions avec des parties liées

Solucom n'a réalisé aucune transaction significative avec des tiers susceptibles d'être considérées comme « parties liées » au sens de la norme IAS 24.9.

Note 17. Évènements postérieurs à la clôture

Aucun événement intervenu après la date de clôture ne vient modifier la lecture des comptes semestriels du 30/09/13.



Rapport des Commissaires aux Comptes

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Solucom, relatifs à la période du 1^{er} avril 2013 au 30 septembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 26 novembre 2013
Les Commissaires aux Comptes

SLG EXPERTISE

Deloitte & Associés

Arnaud BERNARD

Dominique LAURENT

